

CHAPITRE IX

QUELQUES ASPECTS DES ÉCHANGES ENTRE LE NIGER ET LE NIGERIA

Emmanuel Grégoire

Pays charnière entre l'Afrique blanche et l'Afrique noire, le Niger s'est constamment efforcé d'entretenir de bonnes relations tant avec ses voisins progressistes du Nord (Algérie, Libye) qu'avec le Nigeria.

Cette ligne de conduite qui amena le pays à adopter une certaine neutralité sur la scène politique ouest-africaine, fut celle des présidents Diouri Hamani, Seyni Kountché et à présent Ali Saibou : elle doit en effet, selon eux, permettre de garantir l'unité et la stabilité du pays composé de divers groupes ethniques qui pourraient être attirés pour les uns par le Nord (Touareg, Toubou) et pour les autres par le Sud (Haoussa, Kanouri).

Si le Niger a une longue tradition d'échanges avec l'Afrique du Nord (commerce transsaharien), ses relations commerciales sont cependant plus intenses avec le Nigeria qui exerce sur lui une influence considérable à tel point que ses dirigeants ne peuvent définir une politique économique sans tenir compte des mesures prises par son puissant voisin.

L'histoire des échanges frontaliers entre les deux pays fait bien ressortir, comme nous allons le voir, cette dépendance du Niger à l'égard du Sud. Nous envisagerons ensuite leurs multiples aspects.

DES ÉCHANGES QUI S'ADAPTENT AU TEMPS

À l'époque précoloniale, le pays haoussa à travers des villes comme Zinder, Katsina et Kano participait activement au commerce transsaharien qu'il approvisionnait en produits d'Afrique noire et dont il recevait, en contrepartie, des marchandises venues d'Afrique du Nord (sucre, armes, textiles etc.).

Son partage et son annexion par la France et la Grande-Bretagne donnèrent une nouvelle orientation aux échanges désormais tournés vers le Sud avec l'extinction des caravanes sahariennes et l'arrivée du chemin de fer à Kano (1912) : cette ville devint le principal centre commercial de la région et les firmes de traite s'y installèrent avant d'étendre leur implantation au Niger à Zinder, capitale du territoire, puis à Maradi.

Si la frontière politique fut rapidement une réalité intangible, elle s'avéra, par contre, perméable aux échanges que l'administration britannique laissa faire tandis que la France érigeait en vain des barrières douanières (1). Ils portaient alors sur le bétail, les tissus, la cola, l'arachide qui était l'objet d'une traite intense, et diverses marchandises importées par les firmes coloniales.

Perturbé pendant la guerre à la suite de la fermeture de la frontière par les Britanniques après le ralliement de l'Afrique-Occidentale française au régime de Vichy, ce commerce frontalier reprit en 1945 et concernait surtout l'arachide, les producteurs et les commerçants jouant sur les fluctuations du taux de change entre la livre et le franc CFA (2).

Après l'indépendance des États (1960), les échanges ne se modifièrent pas fondamentalement, les flux d'arachides se faisant plutôt au bénéfice du Niger dont les exportations étaient soutenues par la France. La guerre du Biafra (1967-1970) marqua, quant à elle, un tournant décisif dans leur histoire.

Ce conflit entraîna la sortie de la *naira* de la zone sterling décidée pour contrer la sécession biafraise, sa non-convertibilité, le contrôle des changes et la restriction aux importations par un système de licences (3). La forte demande nigériane qui s'exerça sur les marchés frontaliers en raison de la guerre, provoqua un excédent de *naira* sur le marché parallèle et sa décote par rapport à son cours officiel (42 % en 1968).

D'autre part, la guerre isola le Nord en l'empêchant de s'approvisionner régulièrement en marchandises et conduisit les marchands de Kano et des autres villes septentrionales du Nigeria à venir se ravitailler au Niger. Les liens entre commerçants installés de part et d'autre de la frontière se renforcèrent et leurs échanges se diversifièrent.

À la fin des hostilités, le Nigeria remit en marche son économie et les transactions avec le Niger retrouvèrent leur niveau antérieur. Cependant, dès 1972, ils reprirent grâce à une nouvelle activité à laquelle se livrèrent les *al hazai* de Maradi et dans une moindre mesure ceux de Zinder : le transit. Celui-ci consiste à importer des marchandises (tissus, cigarettes, friperie etc.) pour les réexporter ensuite frauduleusement au Nigeria où leur importation est interdite (4).

De 1972 à 1989, les échanges entre les deux pays vont connaître une forte croissance : ces années sont, pour eux, une période d'expansion économique induite par l'exploitation de leurs gisements de pétrole et d'uranium. Outre le développement du transit, le Niger exportait du bétail et du niébé tandis qu'il importait des céréales (mil, sorgho, maïs), de l'engrais,

1), 2), 3), 4) Cf. (1), (2) (3), et (4) dans bibliographie.

du ciment, des matériaux de construction et divers produits manufacturés (automobiles, électro-ménager etc.). Ces flux étaient, enfin, encouragés par le jeu entre le taux officiel et officieux de la *naira*.

Au début des années quatre-vingt, le Nigeria adopta une politique protectionniste en raison de la diminution de ses ressources due à la chute du prix du pétrole sur le marché mondial. Cette limitation volontaire des importations favorisa le commerce frontalier, les marchandises bannies étant introduites frauduleusement depuis les pays voisins.

Le général Buhari poursuivit cette politique et prit deux dispositions importantes pour lutter contre ce commerce clandestin qui minait l'économie de son pays : il décida de la démonétisation de la *naira* pour pénaliser l'argent sorti du pays et de la fermeture des frontières terrestres (avril 1984 - février 1986). Cette dernière, mal appliquée, ne perturba pas fondamentalement les transactions avec le Niger, le petit commerce semblant toutefois plus touché que le gros négoce.

En 1986, dans le cadre du Programme d'ajustement structurel, le gouvernement de Lagos dévalua la *naira* par la mise en place d'un second marché des changes où son cours est déterminé par la loi de l'offre et de la demande et leva la plupart des restrictions aux importations. Ces mesures affectèrent les échanges avec le Niger qui diminuèrent car le pouvoir d'achat des Nigériens fut amputé par la dévaluation de la *naira* et la libéralisation de l'économie affecta le transit en rendant inutile le passage des marchandises dont l'importation était désormais autorisée.

À présent pour évaluer l'impact du commerce frontalier, il convient de distinguer les opérations réalisées au taux de change officiel de celles effectuées au cours parallèle.

Dans le premier cas, les importations du Niger sont moins onéreuses (électricité, pétrole) en raison de la dévaluation de la *naira* (435 % entre avril 1986 et février 1988). Par contre, ses exportations de viande et de niébé sont devenues plus coûteuses pour les Nigériens.

Pour les transactions faites au taux parallèle où la *naira* a aussi subi une décote de 60 % face au franc CFA entre avril 1986 et février 1988, la compétitivité des produits nigériens et de ceux de la réexportation (transit) a diminué tandis que celle des produits nigériens a augmenté dans la mesure où ils n'utilisent pas (céréales locales) ou peu (textiles) de matières premières importées. Dans le cas contraire, les hausses enregistrées au Nigeria se sont en partie répercutées chez son voisin (automobiles par exemple).

Si, depuis trois ans, ce commerce frontalier n'est plus aussi florissant qu'autrefois, il n'en demeure pas moins que la présence du Nigeria à ses frontières est, pour le Niger, un facteur déterminant aux multiples aspects.

ASPECTS ÉCONOMIQUES

L'incidence des échanges frontaliers sur l'économie du Niger n'est pas toujours facile à évaluer car elle peut, simultanément, être favorable à certains secteurs et en pénaliser d'autres. Globalement, ils lui ont été plutôt bénéfiques ces dernières années, le pays aurait ainsi économisé dix milliards de francs CFA en 1986 (soit 11 % du budget de l'État) en s'approvisionnant en vivres et en produits manufacturés au Nigeria (5).

Par contre, la faiblesse de la *naira* et les économies d'échelle qu'autorise la taille du marché nigérian, rendent les produits de ce pays très compétitifs en Afrique de l'Ouest et compromettent l'industrialisation de ses voisins : plusieurs entreprises nigériennes souffrent ainsi de cette concurrence (cimenterie de Malbaza) et ont parfois dû fermer leurs portes.

Ce commerce frontalier est aussi une source de recettes pour l'État (près de 25 milliards de francs CFA de taxes douanières toutes frontières confondues en 1987) même parfois lorsqu'il repose sur la fraude comme c'est le cas du transit qui a rapporté près de 2,8 milliards (1967) au seul poste de Maradi. Il est enfin à l'origine de l'essor de villes telles que Bimin Konni et Maradi et de la fortune des marchands haoussa.

Au niveau régional, les zones frontalières semblent être parvenues, malgré leur appartenance à des pays distincts ayant leur propre monnaie, à une certaine intégration économique articulée autour de leurs échanges officiels mais aussi et surtout clandestins. Ces derniers peuvent d'ailleurs poser des problèmes politiques, l'un des États pouvant estimé être parasité par l'autre comme ce fut le cas récemment du Nigeria.

ASPECTS POLITIQUES

Si leurs relations diplomatiques ont toujours été cordiales, le développement de la contrebande, au début des années quatre-vingt, irrita les autorités de Lagos qui fermèrent les frontières terrestres du pays et exercèrent des pressions sur les gouvernement des États voisins afin qu'ils prennent des mesures pour y mettre fin.

En pratique, il s'est avéré difficile de l'entraver car les commerçants qui s'y livrent de part et d'autre de la frontière, ont souvent des complicités au sein même des États et aux différents niveaux de leur hiérarchie : ils ne paraissent donc pas capables d'enrayer la fraude d'autant plus qu'elle fait vivre des populations qui restent très liées, malgré l'existence d'une frontière politique depuis maintenant plus de quatre-vingt ans.

5) Cf. (5) dans bibliographie.

ASPECTS HUMAINS

Les populations haoussa nigériennes et nigérianes vivent en effet en étroite symbiose de par leur culture, leur langue, leurs cadres de pensée et leurs valeurs sociales et religieuses qui demeurent identiques.

Aussi, les liens familiaux et les multiples relations qu'elles entretiennent (amitié, clientélisme) constituent la base sociale de ce commerce frontalier : plus ces éléments sont forts, plus les échanges sont intenses comme l'illustre l'axe Maradi-Katsina-Kano plus animé que celui qui relie Zinder à Kano.

Dans le commerce frontalier, surtout lorsqu'il repose sur la fraude, il existe des réseaux très structurés et parfois secrets qui lient les commerçants nigériens à leurs homologues nigériens : ainsi, les *al hazai* de Maradi ont des fournisseurs (céréales) et des clients réguliers (cigarettes, tissus, niébé etc.) de l'autre côté de la frontière (6).

Dans certains cas, il s'agit de simples relations d'affaires sans autre implication et on parle alors d'*abokan haraka* (partenaire d'affaires). Dans d'autres cas, il y a une relation d'amitié et de confiance ancienne : les affaires se traitent sur la parole donnée et les correspondants sont des *abokan amana*. Les liens débordent toutefois, ici, le seul cadre de l'amitié car la relation *amana* a une connotation religieuse : Dieu est pris à témoin de l'accord et des obligations de chacune des parties qui font foi de leur engagement (*ya ratse da Allah* : il a juré sur Dieu).

Les liens entre *abokan amana* sont donc plus forts et étroits que ceux existant entre *abokan haraka*, l'aspect religieux les renforçant. Cet élément est essentiel car il régit les relations d'affaires entre individus qui ont la même croyance religieuse et qui en appliquent les préceptes. La religion semble donc ici se substituer à l'écriture et à la législation qui de toutes façons ne pourrait résoudre d'éventuels litiges.

Encore maintenant, les liens entre commerce et Islam demeurent, comme par le passé, étroits en pays haoussa, celui-ci offrant aux marchands des règles élémentaires de fonctionnement.

ASPECTS GÉOGRAPHIQUES

Aucun obstacle naturel ne s'oppose à ce commerce frontalier sur plus de 1 600 km. On peut considérer que des villes en constituent les pôles, des bourgades en sont les relais et des villages de brousse le point de passage.

Au Niger, Birnin Konni, Maradi et Zinder en sont les principaux pôles avec comme pendants Sokoto, Katsina et Kano : c'est dans ces villes que se traitent les affaires et que résident les acteurs. Entre elles, se trouvent des

6) Cf. (6) dans bibliographie.

villes relais de taille modeste : ce sont soit des postes frontaliers (Dan Issa, Magaria au Niger, Illela, Daura au Nigeria) soit des lieux stratégiques du commerce parallèle (Djibya). Enfin, quelques villages, de par leur position à la frontière même, constituent des lieux de passage à l'écart des grands axes et des postes de douane.

En conclusion, on peut avancer que ce commerce frontalier entre le Niger et le Nigeria est aussi une réponse à deux séries de facteurs :

- des facteurs structurels qui tiennent à l'enclavement du Niger qui dépend du Sud pour son approvisionnement, aux complémentarités agro-pastorales entre les deux pays, à leur différence de taille et de potentiel économique, à leur appartenance à ces zones monétaires distinctes où le franc CFA fait à présent figure de monnaie forte,
- des facteurs conjoncturels qui renvoient à leurs disparités de politiques économiques (douanières, de subvention, d'intervention de l'État, de protection etc.) qui sont, pour les commerçants, autant d'opportunités de négoce et sur lesquelles ils savent jouer quitte à verser dans l'illégalité.

Ces facteurs expliquent le dynamisme des échanges qui conditionnent l'économie du Niger et qui sont même vitaux pour elle alors qu'ils sont plus négligeables pour son voisin en dépit des incidences néfastes qu'ils peuvent parfois avoir sur son économie.

Finalement, cette frontière, par les contraintes et les disparités qu'elle instaure, apparaît davantage comme un adjuvant aux échanges qu'un obstacle et reste encore aux yeux des populations, notamment en pays haoussa, bien artificielle.

BIBLIOGRAPHIE

- (1) THOM (D. J.), 1971, « *The Niger-Nigeria borderlands : a political geographical analysis of boundary influence upon the Hausa* », Ph.D. Michigan State University, Ann Arbor, 322 p.
- (2) COLLINS (J. D.), 1976, The Clandestine Movement of Groundnuts across the Niger-Nigeria Boundary, *Revue canadienne des Études africaines*, vol. X, n° 2 : 254-276.
- (3) EGG (J.), 1985, Note sur les facteurs de l'échange de produits alimentaires entre le Niger et Nigeria, Groupe d'économie internationale, Montpellier, 30 p.
- (4) GRÉGOIRE (E.), 1986, *Les alhazai de Maradi, histoire d'un groupe de riches marchands sahéliens*, éditions de l'ORSTOM, Travaux et Documents n° 187, Paris, 228 p.
- (5) GRÉGOIRE (E.), 1990, L'État doit-il abandonner le commerce des vivres aux marchands ? *Politique africaine* n° 37, Paris : 63-70.
- (6) GRÉGOIRE (E.), Les chemins de la contrebande : étude de réseaux commerciaux en pays haoussa, article à paraître dans les *Cahiers d'Études africaines*.